

À Gaza, stop au génocide! En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, stop à la colonisation et à la répression!

Depuis plus de huit mois, notre collectif pour un cessez-le-feu à Gaza et pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens a pris des initiatives dans le cadre d'un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien pour contraindre le gouvernement français à rompre avec le soutien inconditionnel à Israël. **Les dernières évolutions de la situation à Gaza, avec le massacre ignoble de la semaine dernière à Rafah, les nouvelles ordonnances de la Cour Internationale de Justice et les requêtes de la Cour Pénale Internationale ont levé les derniers doutes de l'opinion publique internationale sur le fait que c'est bien un génocide qui est en cours à Gaza.** Ce sont bien des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui se déroulent sous nos yeux. En Cisjordanie, des centaines de Palestiniens ont été assassinés depuis le 7 octobre, des milliers ont été arrêtés et sont traités de façon inhumaine.

Une « drôle de paix » a été annoncée par Biden, le président des États-Unis, et bizarrement présentée comme d'origine israélienne. Cette annonce semble répondre à la mobilisation croissante



LA PALESTINE
EST EN TRAIN
DE MOURIR

**Rassemblement
samedi 8 juin
à 11 heures
Place Médard
à Quimper**

dans la population des USA pour un cessez-le-feu. Le plan américain est appuyé par la France et l'Allemagne. **Il prévoit trois étapes la première avec un cessez-le-feu de 6 semaines** avec le retrait de l'armée israélienne des zones les plus peuplées, la libération des otages en échange de celle de centaines de prisonniers palestiniens, le rétablissement de l'aide humanitaire et le retour des déplacés; **dans la seconde phase de 40 jours il y au-**

rait des négociations pour un cessez-le-feu définitif; **une troisième phase sur 3 ans verrait la reconstruction pilotée par les USA.** Ce plan a été considéré comme positif, malgré le risque d'une reprise des bombardements une fois les otages libérés. Par contre, dès le 1^{er} juin, **Netanyahu a affirmé sa volonté de poursuivre les opérations** jusqu'à la destruction du Hamas et, le 2 juin, Israël a répliqué par un bombardement d'une violence sans précédent; les combats se sont intensifiés et avec la fermeture des points de passage, la situation est devenue «apocalyptique». Les ministres israéliens les plus durs, ceux qui ont été qualifiés de néo-nazis par un historien israélien, refusent le processus proposé par Biden et menacent de faire tomber le gouvernement si Netanyahu accepte le plan américain.

Biden ne se conduit nullement en ami des Palestiniens. Il continue à soutenir Israël et juste après l'annonce de son plan, les deux grands partis américains ont invité Netanyahu à venir faire un discours devant le Congrès. Mais la réélection de Biden est compromise, en raison de son discrédit dans une partie de son électorat pour son soutien à Netanyahu et à Israël, qui lui vaut d'être traité de «genocide Joe» par les jeunes. Il se peut que Biden, mise sur Benny Gantz, un des chefs de l'opposition, qui menace de démissionner



le 8 juin du cabinet de guerre, et de provoquer de nouvelles élections, si aucun plan stratégique n'est mis en place. Le secrétaire d'État, Antony Blinken, a traduit la volonté de Netanyahu de détruire le Hamas après la libération des otages comme une volonté d'Israël de conclure l'accord proposé. Selon Blinken, le plan Biden ferait progresser les intérêts d'Israël avec une intégration plus poussée dans la région, ce qui est une allusion à la relance du processus de normalisation avec l'Arabie Saoudite. **Dans tout cela rien n'est dit sur le statut de Gaza après le cessez-le-feu, sur les droits du peuple palestinien, sur la Cisjordanie et sur le rôle de l'Autorité palestinienne et encore moins sur la reconnaissance d'un État de Palestine.** Il y a de quoi être inquiet sur l'avenir des Palestiniens.

En France aussi, il y a encore beaucoup à faire pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Il n'est pas question que cessent les manifestations et les rassemblements partout en France d'autant plus que le nombre des manifestants a nettement augmenté depuis l'atroce bombardement à Rafah à la fin de mai.

La France a voté pour un cessez-le-feu à Gaza au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le président de la République a apporté son soutien à la demande par le président de la CPI d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Netanyahu et de Gallant, ministre israélien de la défense et contre

trois dirigeants du Hamas, **mais ces prises de position ont été relativisées aussitôt après.** Le ministre de la Défense qu'il n'y aurait pas de stands israéliens au Salon de l'armement à Satory, à la suite d'une campagne menée dans ce but. Mais **il n'a pas été annoncé,** et c'est ce que nous demandons, **la cessation des exportations de matériels militaires français vers Israël, ni la fin de toute coopération militaire ou sécuritaire avec cet État.**

Le président de la République ne s'est pas prononcé pour l'arrêt de l'importation des produits des colonies israéliennes en Cisjordanie, qui continuent à être indûment vendus en France sous l'étiquette « produit d'Israël », en bénéficiant de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël qui ne leur est pas applicable. Et le gouvernement français se garde bien de faire étiqueter de façon spécifique et différenciée les produits des colonies israéliennes. **Nous demandons aussi que soit suspendue l'application de l'accord d'association entre l'UE et Israël,** qui dans son article 2 fait obligation aux parties signataires de respecter les Droits de l'Homme, constamment bafoués par Israël.

Nous demandons également que le gouvernement français prenne des sanctions diplomatiques envers Israël, si cet État ne respecte pas les résolutions et recommandations de l'ONU, ni les ordonnances de la CIJ ou les requêtes de la CPI. Nous demandons que la France se

joigne au recours de l'Afrique du Sud contre Israël au sujet du génocide contre la population de Gaza, ainsi que l'a fait le Chili.

Nous demandons enfin que la France reconnaisse maintenant l'État de Palestine, comme viennent de le faire l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie. Ce serait aussi une reconnaissance des droits du peuple palestinien, dont Israël continue à nier l'existence.

Ce que nous voulons, c'est un cessez-le-feu immédiat et permanent, ouvrant la voie à une paix juste et durable, ce qui suppose la fin de l'occupation et de la colonisation israéliennes des territoires palestiniens occupés, la fin du régime d'apartheid israélien, et la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

Le samedi 8 juin auront lieu des manifestations dans de nombreuses villes françaises et notamment à Paris, à partir de 15 heures, dans le cadre du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Cette manifestation se terminera à 18 heures par un grand meeting-concert sur le thème de « Faire front pour nos libertés ». La liberté de défendre le peuple palestinien fait partie de celles-ci et nous nous élevons contre la répression de certaines des initiatives pour la Palestine. **Nous ne nous taïrons pas et contre une démocratie bâillonnée nous ferons front pour nos libertés et pour celles du peuple palestinien.**

Collectif quimpérois pour un cessez-le-feu à Gaza : ACAT, ACTQ, AFPS, Association El Djazaïr, ATTAC, CNT-STAF, Collectif antifasciste du Pays de Quimper, Comité de Jumelage Douarnenez-Rachidiyeh, Ensemble !, FSU, JC, la LDH, LFI, Mouvement de la Paix, NPA Cornouaille, Nuages Rouges, PCF, PG, Solidaires, Solidair'Éthiq, UDB....